

# Xpress, contre-attaque des journalistes harcelés

## LIBERTÉ DE LA PRESSE

**N**ous assistons à une multiplication des procédures d'intimidation, de harcèlement, de menaces, à l'égard des journalistes et des lanceurs d'alerte. » Nous ne sommes ni en Turquie, ni au Yémen. Cela se passe en Belgique, en 2019. « *Le but est clair : vous faire peur et vous empêcher de faire votre métier* », relaie Quentin Noirfalisse. Journaliste indépendant, il est l'auteur, pour *Le Vif*, d'une enquête sur la responsabilité des multinationales dans l'exploitation illégale de bois tropical en RDC. Étayé, basé sur les rapports de l'ONG Global Witness, son reportage le conduira droit au tribunal en septembre prochain. Face à lui : la multinationale Kreglinger, qui lui réclame 50.000 euros, soit le coût « d'une agence pour évaluer les dégâts en termes d'image. C'est un peu la fable du moucheur face au bazooka. »

### La cible des pouvoirs publics

D'autres cas récents illustrent ces méthodes d'intimidation, dégainées parfois par les pouvoirs publics eux-mêmes. C'est le cas du site d'investigation néerlandophone *Apache*, dans le collimateur de Bart De Wever depuis la diffusion d'une vidéo montrant une grande partie du collègue anversoïis débarquer à la fête d'anniversaire privée d'un lobbyiste du promoteur Land Invest Group.

C'est le cas de David Leloup (*Le Vif*) et Tom Cochez (*Apache*), cibles de plaintes ou menaces de plaintes multiples pour leurs enquêtes sur une affaire de corruption impliquant le député PS Alain Mathot et sur Nethys, dirigée par Stéphane

Moreau. Ce dernier, par l'intermédiaire de son avocat, a par ailleurs sommé la Fédération européenne des journalistes (FEJ) de retirer certains éléments de leur alerte relayée par le Conseil de l'Europe, attentif aux questions de libertés de la presse. Un cas inédit, qui pose aussi la question des deniers publics mis en œuvre pour lancer de telles procédures à l'égard des médias.

### Attaquer en dénonçant

C'est dans cet esprit délétère que s'inscrit la création de l'ASBL belge XPress. Une « nécessité » selon ses trois fondateurs : Thierry Denoël (*Vif*), Bram Souffreau (*Apache*) et Mehmet Koksal (journaliste blogueur). Un seul mot d'ordre : contre-attaquer. Comment ? D'abord en dénonçant les menaces. « *Trop is te veel* » soulève Thierry Denoël. « *Quand un harceleur est publiquement dénoncé, c'est la première réponse à leur agression. Il y a une fausse pudeur des rédactions à ne pas en parler. Il faut pousser les journalistes à rendre ces attaques publiques. Montrer que l'on est dans un rapport de force avec le politique. Dans le contexte actuel de défiance, c'est important* ». Le site [xpress.asbl.be](http://xpress.asbl.be) publiera d'ailleurs ces lettres de menaces.

Outre un appui technique, juridique et financier, XPress aidera aussi les journalistes victimes de plaintes à, malgré tout, poursuivre leur enquête. A l'image du travail d'investigation de Daphne Caruana Galizia, assassinée le 16 octobre 2017, pris désormais en charge par un consortium de journalistes. « *Si on vous menace, c'est qu'il y a des raisons de creuser...* » ■

PHILIPPE LALOUX